



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (Commun aux deux lots)

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### PRESTATIONS DE SERVICES METEOROLOGIQUES













---

Date et heure limites de réception des offres :

**Vendredi 5 septembre 2025 à 16 : 00**

**Département du Val-de-Marne**  
Pôle Environnement et Cohésion Territoriale  
Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques  
Hôtel du Département  
94054 Créteil Cedex



L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE		
	<b>Objet</b>	PRESTATIONS DE SERVICES METEOROLOGIQUES
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Délai de validité des offres</b>	5 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an reconductible 3 fois dans la limite de 4 ans
	<b>Négociation</b>	Sans



## SOMMAIRE

1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation .....	5
1.5 - Nomenclature .....	5
1.6 - Renouvellement.....	5
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
2.1 - Délai de validité des offres .....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes .....	6
3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
3.3 - Confidentialités et mesures de sécurité .....	6
4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
4.1 - Pièces constitutives du dossier de consultation .....	7
4.2 - Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises .....	7
5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
5.1 - Documents à produire .....	8
6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	12
6.1 - Transmission électronique .....	12
6.2 - Transmission sous support papier .....	15
7 - Examen des candidatures et des offres.....	15
7.1 - Sélection des candidatures .....	15
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	16
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	18
8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	18
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	18
8.2 - Procédures de recours .....	18



## 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations de services météorologiques. Elle a pour objet la mise à disposition du département d'observations et de prévisions de données météorologiques via un service Web et la réalisation de prestations météorologiques (bulletins de prévision, alertes sur différents paramètres climatologiques, expertises et prestations intellectuelles ponctuelles).

Elle est divisée en deux (2) lots :

#### **Lot n°1 : Prestations de services de prévisions météorologiques pour la gestion des réseaux d'assainissement et des routes du Département du Val-de-Marne**

Les prestations consistent à :

1. Mettre en place la solution adaptée aux besoins du département du Val-de-Marne,
2. Fournir des imageries satellite, radar et radar spécifique à la gestion routière (il s'agit d'observations et de prévisions),
3. Fournir des prévisions météorologiques pour la gestion des réseaux d'assainissement (prévisions météorologiques à la commune, recours à un prévisionniste),
4. Fournir des bulletins de prévisions (précipitations de manière quotidienne) et d'alertes sur différents paramètres climatologiques (alerte neige, verglas, orages, pluies intenses, vent fort),
5. Réaliser des prestations intellectuelles ponctuelles,
6. Former, le cas échéant, le personnel utilisateur de la solution web fournie.

#### **Lot n°2 : Prestations de services de prévisions météorologiques à court terme pour la gestion des réseaux d'assainissement**

Les prestations consistent à :

1. Mettre en place la solution adaptée aux besoins du département du Val-de-Marne,
2. Fournir des imageries hydrométéorologiques type lame d'eau,
3. Créer des surfaces virtuelles surveillées et les alertes associées,
4. Fournir des données hydrométéorologiques,
5. Réaliser des prestations intellectuelles,
6. Former, le cas échéant, le personnel utilisateur de la solution web fournie.

Lieu d'exécution : Les prestations sont à exécuter sur l'ensemble du territoire du Département du Val-de-Marne.

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.



### 1.3 - Type et forme de contrat

#### Lots n°1 et 2 :

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande qui seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

- Sans montant minimum et avec des montants maximums annuels.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en deux (2) lots désignés ci-dessous :

LOT N°	DÉSIGNATION	MONTANT MINIMUM ANNUEL € HT	MONTANT MAXIMUM ANNUEL € HT
1	Prestations de services de prévisions météorologiques pour la gestion des réseaux d'assainissement et des routes du Département du Val-de-Marne	Sans	100 000 €
2	Prestations de services de prévisions météorologiques à court terme pour la gestion des réseaux d'assainissement	Sans	100 000 €

Ces montants seront ramenés au prorata de la période d'exécution pour la première et la dernière période.

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

CODES PRINCIPAUX	DESCRIPTION
71351600-9	Services de prévisions météorologiques pour le lot 1
71351612-6	Services d'hydrométéorologie pour le lot 2

### 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Un nouvel avis d'appel public à la concurrence est susceptible d'être lancé au cours du deuxième trimestre 2028.



## 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cinq (5) mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée et aucune variante exigée n'est prévue.

## 3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre de la même année.

Sauf stipulation contraire du Pouvoir Adjudicateur, notifiée au titulaire, au moins trois mois avant la date de reconduction prévue, par courrier recommandé avec avis de réception, il sera reconduit tacitement, pour une durée maximale d'un an, au premier janvier suivant la fin de chaque période, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le titulaire ne pourra s'opposer à cette reconduction.

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 – Confidentialités et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Dans le cadre de la dématérialisation de la facturation et conformément à la réglementation en vigueur, les factures électroniques doivent être déposées par l'entreprise attributaire sur le portail Chorus Pro. Plus d'information sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>, pour lequel vous trouverez une information ainsi que l'indication des sites et services à consulter ou contacter dans l'annexe jointe au CCP.



L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières (article 11) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de propriété intellectuelle.

## **4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

### **4.1 – Pièces constitutives du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- 01 Le règlement de la consultation (RC)
- 02A L'acte d'engagement (AE) du lot n°1 et ses annexes ;
- 02B L'acte d'engagement (AE) du lot n°2 et ses annexes ;
- 03A Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots n°1 et 2 ;
- 03B Annexe au CCAP : Facturation électronique ;
- 04A Le cahier des clauses techniques (CCTP) du lot n°1 ;
- 04B Le Bordereau des prix (BP) du lot n°1 ;
- 04C Le détail quantitatif estimatif (DQE) du lot n°1 ;
- 05A Le cahier des clauses techniques (CCTP) du lot n°2 ;
- 05B Le Bordereau des prix (BP) du lot n°2 ;
- 05C Le détail quantitatif estimatif (DQE) du lot n°2 ;
- 05D L'étude de cas du lot n°2 : « prévisions pluviomètres du lot n°2 » ;
- 05E Annexe à l'étude de cas lot n°2 : « coordonnées pluviomètres » ;
- 07 Le cahier des clauses environnementales (CCE) applicable aux marchés de prestations intellectuelles, fournitures et services commun aux lots n°1 et 2.

### **4.2 – Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique : <http://www.valdemarne.fr/marches-publics>, ou depuis le site <http://www.maximilien.fr> ou directement depuis le lien URL disponible dans la rubrique Adresses complémentaires de l'avis d'appel public à la concurrence.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par le candidat au plus tard **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres. Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.



## 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### Pièces de la candidature

Telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique et par [l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics](#).

Le candidat pourra utiliser soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) dans leurs dernières versions disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ils peuvent également être établis sur papier libre.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- **Un document relatif aux pouvoirs** de la personne habilitée à engager la société.

### Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

### Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

### Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années (pour le lot 1 nous attendons la fourniture de prévisions météorologiques à moyen terme (à 24 heures, 2 jours et 9 jours) et de bulletins de prévisions et d'alertes. Pour le lot 2 la fourniture de prévisions météorologiques à court terme (à 2 heures)), indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations de bonne exécution du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

**Pour rappel, pour toutes les entreprises employant au moins 50 salariés**, le procès-verbal du comité Social et Economique portant sur l'examen du rapport et du programme de la politique



sociale de l'entreprise doit être communiqué par tout candidat à l'obtention d'un marché public (art. L. 2312-27 du Code du travail).

Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve sur la capacité du candidat à exécuter les prestations du présent accord-cadre, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations qui attestent de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

**Nota 1** : Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés à la condition expresse qu'il précise dans son dossier de candidature où le Pouvoir adjudicateur peut se procurer les informations gratuitement auprès d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

À titre indicatif, le candidat peut déposer gratuitement les documents et informations dans le coffre-fort entreprises de la plateforme Maximilien. Dans ce cas, l'entreprise doit accepter de les rendre visibles par l'acheteur public et veiller à ce que les pièces soient en cours de validité

#### **Pièces de l'offre:**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, relatif au lot pour lequel le candidat remet son offre, complété et daté;
- Le bordereau des prix relatif au(x) lot(s) pour le(s)quel(s) le candidat remet son offre ;
- Le détail quantitatif estimatif relatif au(x) lot(s) pour le(s)quel(s) le candidat remet son offre, sous format Excel (compatible avec la version 2010) ou autre format de tableur compatible Open Office, complété ;
- Le tableau à compléter pour l'étude de cas relatif **au lot 2 uniquement** pour lequel le candidat remet son offre ;
- Un mémoire technique, pour chaque lot, dont le contenu est détaillé ci-dessous :

#### **Pour le lot n°1 :**

- 1) **La qualification de l'équipe pressentie** pour réaliser les prestations du présent lot : la présentation de chaque profil pour assurer les prestations avec le rôle de chacun.
- 2) **L'organisation de l'entreprise** pour assurer les prestations du présent lot :
  - a) la description des procédures internes de l'entreprise afin de garantir une exécution fluide et efficace des prestations. Tels que les méthodes de gestion de projet et les protocoles de communication avec les gestionnaires du réseaux assainissement ou voirie.
  - b) la description des moyens techniques utilisés afin d'assurer les prestations prévues au marché (radars, satellites, modes de traitement des images, modèles de prévision utilisés).



**3) La continuité du service et le service minimum :**

- Une note présentant la solution mise en œuvre pour garantir la continuité de service en cas de défaillance informatique et de crise (pandémie, canicule, inondation) ;
- Une note présentant le service minimum mis en œuvre une semaine après la notification pour permettre au Département de maintenir ses activités en attendant la mise en place complète du service.

**4) La fiabilité des prévisions :**

- a) Une note méthodologique présentant la méthode de traitement (des données satellite et radar) dès la réception de la donnée à l'imagerie web en détaillant notamment les avantages et les sources d'incertitudes qui y sont liées.  
Les images feront l'objet d'un traitement numérique permettant de s'affranchir des erreurs de mesures comme les échos parasites, les échos de sol, les échos fantômes, les effets d'atténuations, les effets de masques ou encore une propagation anormale du signal due au gradient vertical des températures de l'atmosphère. Le candidat indiquera dans son mémoire technique les erreurs prises en compte et la méthodologie utilisée pour la calibration d'image radar.
- b) Etablir un exemple de rendu de prévision météorologique (cf. article 2.2.1 sur les prévisions météorologiques par commune et article 2.2.2 bulletin quotidien de prévisions des précipitations du CCTP) - cet exemple est à joindre au mémoire technique.

**5) L'ergonomie :**

- Une importance particulière est accordée à l'ergonomie de la solution web et smartphone proposée par le candidat. À ce titre, le candidat transmettra dans son offre une vidéo de maximum 15 minutes.  
Dans cette vidéo, le candidat présentera la solution web proposée (notamment les différents onglets) pour présenter les imageries satellite, radar et radar spécifique pour la gestion des réseaux d'assainissement et la gestion routière ainsi que les prévisions météorologiques pour la gestion des réseaux d'assainissement à la commune. Le candidat présentera en 5 minutes maximum également un exemple des bulletins de prévisions (précipitations de manière quotidienne) et d'alertes sur différents paramètres climatologiques (alerte neige, verglas, orages, pluies intenses, vent fort).

**Pour le lot n°2 :**

- 1) **La qualification de l'équipe pressentie** pour réaliser les prestations du présent lot : la présentation de chaque profil pour assurer les prestations.
- 2) **L'organisation de l'entreprise** pour assurer les prestations du présent lot :
  - a) La description des procédures internes de l'entreprise afin de garantir une exécution fluide et efficace des prestations. Tels que les méthodes de gestion de projet et les protocoles de communication avec les gestionnaires du réseaux assainissement ou voirie
  - b) La description des moyens techniques utilisés afin d'assurer les prestations prévues au marché (radars, satellites, modes de traitement des images, modèles de prévision utilisés).



**3) La continuité du service et le service minimum :**

- Une note présentant la solution mise en œuvre pour garantir la continuité de services en cas de défaillance du matériel (radar, informatique,) et de crise (pandémie, canicule, inondation) ;
- Une note présentant le service minimum mis en œuvre une semaine après la notification pour permettre au Département de maintenir ses activités.

**4) La fiabilité des prévisions :**

a) Une note décrivant la méthode de traitement (des données satellite et radar) dès la réception de la donnée à l'imagerie web en détaillant notamment les avantages et les sources d'incertitudes qui y sont liées.

Les images feront l'objet d'un traitement numérique permettant de s'affranchir des erreurs de mesures comme les échos parasites, les échos de sol, les échos fantômes, les effets d'atténuations, les effets de masques ou encore une propagation anormale du signal due au gradient vertical des températures de l'atmosphère. Le candidat indiquera dans son mémoire technique les erreurs prises en compte notamment :

- La méthode de traitement des effets de bords pour le calcul de la lame d'eau des bassins versants virtuels,
- La méthodologie utilisée pour l'expertise d'un évènement hydrologique,
- La méthodologie utilisée pour la calibration d'image radar.

b) Une étude de cas doit être présentée afin d'apprécier la fiabilité des prévisions, (cf. fichier étude de cas « prévisions aux pluviomètres- lot 2 » à compléter et à joindre au mémoire technique) doit être présentée afin d'apprécier la fiabilité des prévisions des lames d'eau 5 minutes sur 1 heure, 30 minutes à l'avance répétées toutes les heures et réalisées par le candidat seront comparées aux données enregistrées par 8 pluviomètres de la DAQUAMA de classe 1 à 3 pour 5 périodes distinctes.

La grille suivante sera utilisée :

- si l'erreur entre la lame d'eau et les données des pluviomètres est  $< 5 \%$  alors la lame d'eau est considérée très bonne,
- entre  $15 \%$  et  $25 \%$  à lame d'eau bonne,
- entre  $25 \%$  et  $35 \%$  à lame d'eau moyenne,
- entre  $35 \%$  et  $45 \%$  à lame d'eau mauvaise ,
- $> 45 \%$  à lame d'eau très mauvaise.

**5) L'ergonomie :**

- Une importance particulière est accordée à l'ergonomie de la solution web et smartphone proposée par le candidat. À ce titre, le candidat transmettra dans son offre une vidéo de maximum 15 minutes.  
Dans cette vidéo, le candidat présentera en 15 minutes maximum la solution web proposée pour fournir des imageries hydrométéorologiques type lame d'eau.

**Nota 2 :** L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le formulaire DC4 (annexe à l'acte d'engagement) devra être dûment complété (les prestations dont la sous-traitance est envisagée, le montant du contrat de sous-traitance, la dénomination et la qualité des sous-traitants, etc...) et signé électroniquement par les deux parties.



**Nota 3:** L'attention du candidat est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement n'est plus exigée dès le dépôt de l'offre. Elle ne sera exigible que lors de l'envoi au candidat retenu, pour attribution de l'accord-cadre, de l'acte d'engagement. L'attributaire devra alors retourner l'acte d'engagement signé.

## 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.valdemarne.fr> ou depuis le site <http://maximilien.fr>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Cette plateforme de dématérialisation qui constitue le profil acheteur du Département du Val-de-Marne, permet de :

- Rechercher et consulter les avis et consultations du Département ;
- Télécharger les dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Remettre sous forme électronique vos réponses aux marchés.

Se préparer pour une première réponse dématérialisée sur Maximilien :

- ✓ Vérifier les [prérequis techniques de la plate-forme](#), et la configuration du poste.
- ✓ S'inscrire et s'authentifier sur Maximilien (accès depuis <http://www.maximilien.fr> ou <http://www.valdemarne.fr> ;
- ✓ S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise ;
- ✓ [Se préparer à répondre](#)", en répondant aux consultations tests.

**Formats de fichiers préconisés :** doc / .rtf. / .pdf / .xls ou tableur/ image : PNG/ JPEG.

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 50 mégas).

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

**Accompagnement :** le support technique (01.76.64.74.08) est à votre disposition du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00 pour vous accompagner !

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en "dernière minute". **Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure limites fixées pour le présent règlement, ne seront pas analysées.**

Certaines consultations autorisent une signature électronique (Cf. point b) lors de la réponse électronique. Elles sont signalées par le pictogramme suivant :





: Réponse électronique pour cette consultation, avec signature électronique autorisée.

Afin de pouvoir signer vos documents, veuillez à vérifier si :

- La signature électronique est autorisée pour répondre à la consultation ;
- Vous disposez bien d'un certificat électronique.

### 1) Nature du certificat de signature électronique :

Si vous souhaitez signer électroniquement le contrat, vous devez être titulaire d'un certificat électronique :

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.
- Sont autorisés tous les certificats RGS\*\* conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité. Il est donc possible d'utiliser :
  - Les certificats figurant dans la liste des certificats approuvés en France disponible à l'adresse suivante : <https://www.numerique.gouv.fr/>
  - Cette liste est accessible depuis Maximilien : <https://marches.maximilien.fr/index.php?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise>
  - Les certificats figurant dans la liste des certificats dressée par la Commission européenne disponible à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
  - Tout autre certificat non référencé émis par d'autres autorités de certification, françaises ou étrangères, délivrées dans des conditions "équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité défini par le décret du 2 février 2010". Dans ce cas, le candidat doit fournir :
    - Les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
    - Tout élément d'analyse permettant d'établir que le certificat utilisé est émis "selon des normes équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité", avec traduction des documents en langue française.

### 2) Outil et signature des documents :

Pour signer électroniquement les pièces de la candidature ainsi que les pièces contractuelles de l'offre : le candidat peut utiliser l'outil de signature de la plateforme ou un outil de signature alternatif. Dans ce cas, le candidat doit fournir le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'utilisation en langue française, et les prérequis d'installation (type d'exécutable, OS supportés, etc.).

**Dans le cas où le candidat souhaite signer les pièces de son offre**, chaque élément de l'offre doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.



Les documents doivent être réunis en un fichier unique au format "compressé" contenant les éléments mentionnés au tableau plus avant du présent document. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- Compatible Word 2010 ou inférieur (\*.doc) ;
- Compatible Excel 2010 ou inférieur (\*.xls) ;
- Compatible Acrobat Reader 9 ;
- Autocad version 2010.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré "hors délai" si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

### 3) Virus :

Avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs des enveloppes électroniques.

Après dépouillement de chaque enveloppe, le Département du Val-de-Marne procédera à une analyse anti-virus de son contenu avec Norton Antivirus. Les plis contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces plis seront donc réputés n'avoir jamais été déposés et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Lorsqu'elle est accompagnée d'une copie de sauvegarde, l'offre transmise par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

### 4) Transmission d'une copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé par une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis pour la remise des plis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB). **Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : "Copie de sauvegarde", ainsi que l'intitulé de l'accord-cadre, du lot concerné, et le nom de l'entreprise.**

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres.

L'adresse et le nom pour la transmission des copies de sauvegarde est :

Pour les envois postaux :

Département du Val-de-Marne  
Direction de l'Achat Public et des Marchés  
Service de la Stratégie des Achats et du Contrôle des Marchés  
94054 Créteil cedex



Les attestations d'assurance garantissant le titulaire, ses cotraitants, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, devront également être produites dans le même délai.

**Pour les dépôts sur place, contre récépissé et sur présentation du bon de dépôt** (coursier, organisme spécialisé dans le transport express de plis et de colis), il faut se présenter à l'adresse suivante, **avant la date et l'heure limites de remise des plis** :

Direction de l'Achat Public et des Marchés  
Service de la Stratégie des Achats et du Contrôle des Marchés  
**(Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h)**  
Hôtel du Département  
4ème étage – Bureaux 457/458/459  
21- 29 avenue du Général de Gaulle  
À Créteil

**⚠ Pour accéder au sein de l'Hôtel du Département, nous vous invitons lors de votre venue à :**

1. Vous présentez aux agents de police à l'entrée du site **muni de votre bon de dépôt**,
2. Vous présentez à l'accueil départemental au rez-de-chaussée bas (une fois dans l'hôtel du département) **en veillant à renseigner le registre avec le jour et l'heure de votre arrivée**,
3. Demander l'accès pour monter à la Direction de l'achat public et des marchés – Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés,
4. Vous présentez au 4ème étage, à l'un des bureaux 457/458/459 du Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés.

**⚠ Il est fortement recommandé de ne pas venir déposer votre copie de sauvegarde à la dernière minute, car l'horodatage de celle-ci pourrait nuire à votre dépôt, en cas d'affluence dans la file d'attente de l'accueil départemental au rez-de-chaussée du bâtiment.**  
En effet, la copie de sauvegarde sera considérée comme « hors-délai », si elle est remise après la date et l'heure limites de réception des plis.

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.



## 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

### **Lot n°1 : Prestations de services de prévisions météorologiques pour la gestion des réseaux d'assainissement, des routes et des parcs départementaux**

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60
2- Prix	40

#### **1) Le critère « valeur technique » : 60 points**

Il sera apprécié à l'aide des éléments fournis au sein du mémoire technique et jugé selon la manière suivante :

- 1) La qualification de l'équipe pressentie pour réaliser les prestations du présent lot : **5 points**
- 2) L'organisation de l'entreprise pour assurer les prestations du présent lot : **10 points**
- 3) La continuité du service et le service minimum : **15 points**
- 4) La fiabilité des prévisions météorologiques par l'explication des méthodes des traitements de bords, de la calibration des radars et la production synthétique d'un rendu des prévisions météorologiques : **15 points**
- 5) L'ergonomie : **15 points**
  - L'ergonomie de la solution web (sur la base d'une vidéo de 15 minutes maximum) et de l'application smartphone sera évaluée pour les caractéristiques graphiques, la lisibilité, l'efficacité de la réponse (limitation du nombre d'étapes), l'affichage des informations souhaitées, l'interruption possible d'une tâche et la personnalisation de l'affichage.

#### **2) Le critère « prix des prestations » : 40 points**

Il sera jugé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif relatif.

La note 40 sera attribuée à l'offre la moins élevée. Les offres suivantes seront notées en fonction de l'écart par rapport à l'offre recevable et régulière la moins élevée, selon la formule suivante :

$$40 \times \frac{\text{Offre la moins élevée}}{\text{Offre analysée}}$$



Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le candidat sera invité à rectifier en conséquence le montant du détail quantitatif estimatif.

**Lot n°2 : Prestations de services de prévisions météorologiques à court terme pour la gestion des réseaux d'assainissement**

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60
2- Prix	40

**1) Le critère « valeur technique » : 60 points**

Il sera apprécié à l'aide des éléments fournis au sein du mémoire technique et jugé selon la manière suivante :

- 1) La qualification de l'équipe pressentie pour réaliser les prestations du présent lot : **5 points**
- 2) L'organisation de l'entreprise pour assurer les prestations du présent : **10 points**
- 3) La continuité du service et le service minimum : **15 points**
- 4) La fiabilité des prévisions des lames d'eau en expliquant les méthodes de traitements des données : **15 points**
- 5) L'ergonomie : **15 points**
  - L'ergonomie de la solution web et de l'application smartphone (sur la base d'une vidéo de 15 minutes maximum) sera évaluée pour les caractéristiques graphiques, la lisibilité, l'efficacité de la réponse (limitation du nombre d'étapes), l'affichage des informations souhaitées, l'interruption possible d'une tâche, la personnalisation de l'affichage.

**2) Le critère « prix des prestations » : 40 points**

Il sera jugé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif relatif.

La note 40 sera attribuée à l'offre la moins élevée. Les offres suivantes seront notées en fonction de l'écart par rapport à l'offre recevable et régulière la moins élevée, selon la formule suivante :

$$40 \times \frac{\text{Offre la moins élevée}}{\text{Offre analysée}}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le candidat sera invité à rectifier en conséquence le montant du détail quantitatif estimatif.



### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **dix (10) jours**.

Les attestations d'assurance garantissant le titulaire, ses cotraitants et sous-traitants, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, devront également être produites dans le même délai.

## 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

### 6.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire parvenir au plus tard **dix (10) jours francs** avant la date limite de réception des offres, sa demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.valdemarne.fr/marchés-publics> ou <http://www.maximilien.fr> (passé ce délai, aucune question complémentaire de la part du candidat ne sera admise).

Une réponse sera alors adressée à l'entreprise, **six (6) jours francs** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Dans le cadre de l'utilisation de la messagerie sécurisée de la plateforme de dématérialisation pour apporter des réponses aux éventuelles questions posées par des sociétés ou informer le candidat de toutes modifications intervenant en cours de procédure du présent accord-cadre, une attention particulière est demandée à l'entreprise. En effet, cette dernière est seule responsable du paramétrage et de la surveillance de sa propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... qui pourraient nuire à leur bonne information.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal administratif de Melun sis 43 rue du Général de Gaulle - Case postale 8630 - 77008 Melun Cedex.

Les voies de recours ouvertes au candidat sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.



Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, le candidat devra s'adresser au :

Tribunal administratif de Melun  
sis 43 rue du Général de Gaulle  
Case postale 8630 –  
77008 Melun Cedex

**Nota 5** : Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé recours citoyens accessible par le biais du site <https://www.telerecours.fr/>





### BON DE DEPOT

**Pour déposer uniquement les copies de sauvegarde et/ou des échantillons**

Avertissement : chaque entreprise souhaitant déposer contre récépissé une copie de sauvegarde ou des échantillons doit s'assurer que la personne qui effectuera ce dépôt est en possession du présent BON DE DEPOT, sous peine de ne pouvoir franchir la guérite située à la grille d'entrée de l'Hôtel du Département. Une fois cette guérite franchie, vous devez :

1. Vous présenter à l'accueil départemental au rez-de-chaussée bas du bâtiment Hôtel du Département en veillant à renseigner le registre avec le jour et l'heure de votre arrivée,
2. Demander l'accès pour monter à **la Direction de l'achat public et des marchés** – Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés,
3. Vous présenter au 4ème étage, à l'un des bureaux suivants : 456/457/459/ du Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés.

Pour rappel, : **pour les dépôts sur place**, contre récépissé (coursier, organisme spécialisé dans le transport express de plis et de colis), l'adresse de dépôt est la suivante **avant la date limite de remises des plis**:

Direction de l'achat public et des marchés  
Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés  
(ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h)  
**Hôtel du département**  
4ème étage – Bureaux 456/457/459  
21- 29 Av. du Général de Gaulle à Créteil

⚠ Il est fortement recommandé de ne pas venir déposer votre copie de sauvegarde à la dernière minute, car l'horodatage de celle-ci pourrait nuire à votre dépôt, en cas d'affluence dans la file d'attente de l'accueil départemental au rez-de-chaussée du bâtiment. En effet, la copie de sauvegarde sera considérée comme « hors-délai », si elle est remise après la date et l'heure limites de réception des plis.